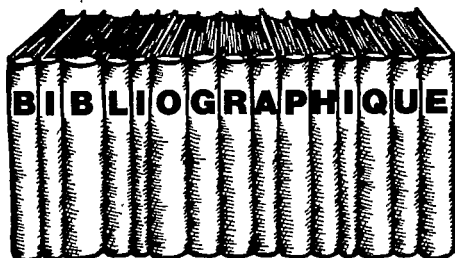


## CHRONIQUE



### NOTES DE LECTURE

TCHUNDANG POUEMI (Joseph) — *Monnaie, servitude et liberté. La répression monétaire en Afrique.* — Préface de Mohamed T. Diawara, Éditions Jeune Afrique, 1980, 285 p.

Le titre de l'ouvrage a des connotations « hayeckiennes » mais son sous-titre est rien moins qu'orthodoxe. Ce qui reflète assez bien le ton d'un texte où une analyse parfois libérale (le patronage de J. Rueff n'est pas refusé, et M. Allais est cité comme « mon maître »), souvent keynesienne et toujours monétariste (« Je crois que les problèmes économiques et sociaux sont, à l'heure actuelle, en Afrique, d'abord monétaires », p. 15), se propose de donner des fondations théoriques à la critique des institutions et des normes monétaires et bancaires dominées par l'étranger (qui créent pour l'auteur autant de formes de « répression »).

Cette conjonction est paradoxale : les théoriciens sud-américains de la dépendance n'ont-ils pas amorcé leur réflexion par une critique structuraliste — ici complètement oubliée — de l'approche monétariste des problèmes du sous-développement ? Mais peut-être cette approche monétariste (d'ailleurs tempérée par l'utilisation de Keynes) était-elle nécessaire pour interpréter d'une manière nouvelle l'expérience des pays africains qui, à la différence de l'Amérique latine, voient leurs problèmes monétaires modelés et masqués par des relations institutionnelles postcoloniales. Cette option permet, en tous les cas, à Tchundang Pouemi de confronter chaque expérience monétaire aux conclusions de la théorie pure, ce qui est si rarement le cas dans les travaux sur la zone franc. Ainsi ne se laisse-t-il pas enfermer, ni dans la description institutionnelle et comptable, ni dans l'exposé anecdotique des spécificités locales et historiques : on ne trouvera pas ici la description des comptes d'opérations à laquelle se réduisent tant de textes sur la zone, ni les descriptions empiriques des problèmes de crédit en Afrique où le discours professionnel tend si souvent à étouffer l'analyse des mécanismes fondamentaux.

ment dévoiler, ou rappeler, quelques vérités premières et souvent oubliées sur le fonctionnement et les conséquences d'une zone monétaire entre pays inégaux. Ainsi, les instruments d'analyse de la macro-économie lui permettent de montrer (comme l'avait déjà fait Samir Amin) que la création de monnaie par une banque étrangère ne doit pas être présentée apologétiquement comme un apport nouveau de crédits ; le rappel des liaisons entre ouverture de crédits et création monétaire permet de comprendre l'ampleur de la dépendance d'un développement dont le financement reste dominé par les institutions, les personnes, les normes et les pratiques professionnelles étrangères ; enfin l'examen de quelques problèmes monétaires souvent négligés par les analyses du développement (taux d'intérêt négatif, rôle de l'autofinancement, etc.) souligne — même si le mot (trop proche des économistes du développement ?) n'est pas prononcé — la gravité de la désarticulation financière.

Les analyses concrètes inscrites dans ce cadre théorique — et, notamment, les intéressantes études nationales du chapitre 4 — soulignent mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'à présent, l'incompréhension générale (y compris par les experts) des effets d'une dévaluation d'une monnaie africaine (lorsque les prix d'exportation sont indépendants du taux de change) ; elles réexaminent — mais d'une manière peut-être plus discutable — le rôle des réserves de devises dans la garantie de la valeur de la monnaie des pays de la zone ; et elles sont riches de réflexions multiples, nouvelles et polémiques sur la gestion des réserves extérieures, la gestion des crédits publics, les conseils de rigueur financière des expatriés, les avis du FMI, etc., même si ces études souffrent parfois de la tension entre le monétarisme de l'auteur et sa volonté de légitimer les comportements indépendants dans la gestion des crédits (ce qui l'amène par exemple à souligner la légitimité socio-politique de comportements bien peu orthodoxes aux yeux de la théorie monétaire qu'il accepte, ou, à l'inverse, à faire l'éloge de politiques, telles que celle du Rwanda, qui sont en définitive assez conformes aux normes, par ailleurs si vivement critiquées, du FMI).

Deux réserves pour terminer :

En premier lieu la verve de l'auteur l'induit à pratiquer systématiquement, à l'encontre de ses adversaires, des techniques de dévalorisation qui vont de l'usage de l'argument d'autorité (au nom de la « vraie » théorie) à la disqualification de ces adversaires par le rappel de leurs fonctions ou de leurs origines. Ces « trucs » polémiques peuvent chercher leur légitimation — parfois valable et parfois non valable — dans la dénonciation de l'expert étranger (notamment lorsqu'il s'agit de dénoncer les présupposés — réels — qu'ils véhiculent et les contraintes monétaires qu'ils justifient). Mais comment justifier l'emploi des mêmes techniques polémiques contre les textes qui ne représentent que des orientations différentes — non monétaristes — de recherches, nationales ou étrangères ? Lorsqu'il affirme, par exemple, que « ces constructions de l'esprit (les modèles de croissance ou de développement) détournent l'attention des questions essentielles : l'organisation et la gestion monétaire » (p. 67), ne se laisse-t-il pas tout simplement aller aux facilités simplificatrices qui unissent les monétaristes de tous les pays (Rueff, Friedman, etc.) ?

Enfin, surprendra-t-on un auteur aussi désireux de rupture avec l'occidentalo-centrisme en lui rappelant que celui-ci emprunte bien des formes et que des reproches d'occidentalo-centrisme ne manqueront pas d'être formulées à l'égard de ses choix théoriques (le modèle keynésien, né dans des économies développées à offre élastique et où le chômage était un phénomène conjoncturel dû à l'insuffisance de la demande, peut-il être utilisé, sans la moindre réserve, à la solution des « vrais problèmes » africains ?); à l'égard des indices de développement auxquels il se réfère, à moitié inconsciemment, pour évaluer le succès des politiques nationales (variables macro-économiques, images de villes modernes, de routes, d'aéroports...); et surtout à l'égard d'une problématique qui ne manquera pas de surprendre les observateurs des réalités africaines (« les vrais problèmes de l'heure s'appellent inflation, chômage, déséquilibres de la balance des paiements, taux de change désordonnés avec, pour corollaires, les révoltes, la criminalité, la délinquance, etc. », p. 23).

*Jean Coussy*

DUMONT (René), MOTTIN (Marie-France) — *L'Afrique étranglée. Zambie, Tanzanie, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Guinée-Bissau, Cap-Vert* — Paris, Éditions du Seuil, 1980, 265 p., bibliogr. (L'Histoire immédiate).

Curieux livre ! Il porte deux signatures d'auteur (il est vrai en graphies d'inégale importance), alors que, selon toutes apparences il ne fut écrit que par René Dumont, M.-F. Mottin, qui fut certes sa compagne d'enquête sur le terrain, limitant son apport à une préface. Et par ailleurs, les cinq plus longs des sept chapitres — ceux qui se trouvent encadrés par le premier et le dernier — ne répondent pas, ou que fort peu, au titre de l'ouvrage.

Ces chapitres de II à VI inclus constituent des monographies par pays qui concernent successivement la Zambie, la Tanzanie, et enfin (et plus succinctement) divers pays d'Afrique occidentale. Le champ de vision embrasse très préférentiellement le monde rural de ces pays, ce qui est parfaitement admissible ; les jugements portés sont, à la seule exception de la Guinée-Bissau, d'une sévérité variable, mais toujours grande, à l'égard des dirigeants nationaux, et surtout des bourgeoisies bureaucratiques et/ou privées qui se sont développées depuis les indépendances et qui sont rendues responsables des tares constatées. Le titre qui conviendrait à cette plus grande partie de l'ouvrage n'est donc pas « L'Afrique étranglée » (sous-entendu : de l'extérieur, par l'impérialisme), mais « L'Afrique auto-étranglée » (c'est-à-dire par ses propres gouvernants et classes émergentes privilégiées). Car l'auteur, s'il a rai-

son, en tant que spécialiste, de s'intéresser avant tout au monde rural et à l'agriculture, nous paraît considérer un peu trop ce monde-là comme clos, ou tout au moins comme peu dépendant des liens de domination et d'exploitation extérieurs.

Cela nous semble vrai plus particulièrement à l'égard de la Zambie, pour laquelle René Dumont est le plus sévère. Ses constatations sont, sans doute irrécusables, ses conclusions justes, ainsi que sa condamnation de gouvernants abrités derrière une prétendue option socialiste et « d'élites » bénéficiant de privilèges de classe. Certes, l'auteur n'oublie pas complètement de mettre en cause l'exploitation externe, mais il ne le fait qu'en passant et de façon un peu trop formelle. Cette exploitation, qui est elle aussi une cause de sous-développement rural, sinon la cause de base, il la montre à peine et la démontre encore moins. Sans doute dirigeants et bureaucratie d'État ne sont-ils pas blanchis pour autant, puisque solidaires de l'impérialisme, mais il manque quand même un volet du diptyque. La méchanceté semblant tout à fait étrangère à René Dumont, celui-ci brosse du président Kaunda un portrait dans l'ensemble sympathique, mais qui s'accorde mal avec les fautes et les erreurs de toutes sortes, bel et bien commises sous sa direction, et d'ailleurs dénoncées sans retenue. N'eût-il pas été préférable de nous faire toucher du doigt l'extraordinaire étranglement de la Zambie par le système impérialiste, d'une Zambie qui en devient presque caricaturale ? Elle est, croyons-nous, le seul pays du tiers monde non pétrolier qui doit compter sur un seul produit (le cuivre) pour assurer plus des neuf dixièmes de ses exportations ; d'où il résulte que les cours de ce cuivre revêtent pour elle une importance vitale. Or depuis une quinzaine d'années, ces cours ont connu des dents de scie les faisant, en quelques semaines ou quelques mois, grimper du double ou plus, ou bien s'enfoncer de moitié ou plus, évidemment sans prévenir. Partis de quelque 300 livres sterling à la tonne, on les a vus se hisser un jour jusqu'à près de 1 500 livres, et depuis quelques semaines ils se traînent entre 800 et 900 livres. Mais il ne s'agit plus de la même livre sterling que naguère, et dans le même temps, les prix des importations ont connu une considérable ascension. Si bien que les cours d'aujourd'hui sont beaucoup plus bas, en pouvoir d'achat, que ceux d'il y a quinze ans. Comment, dans de telles conditions, concevoir la moindre planification ou seulement programmation, et jusqu'à la plus ordinaire prévision, à terme de quelques mois ? Et comment le monde rural et l'agriculture n'en subiraient-ils pas des retombées ?

Il est certain que les nombreuses, et souvent riches pages consacrées à la Zambie n'auraient pu que s'enrichir encore en rattachant plus étroitement les problèmes du monde rural à l'économie générale du pays (les problèmes financiers sont totalement ignorés). Et alors l'ultime paragraphe de conclusion, où ce rattachement surgit tout à coup, ne ferait plus figure de greffon (ou d'oubli qu'on répare en douze lignes).

L'auteur nous a semblé plus à l'aise dans ses deux chapitres consacrés à la Tanzanie, sans doute parce que son regard, toujours aimanté par le monde rural, se portait dans ce cas sur le secteur essentiel du pays. L'industrie y demeurant presque inexistante et le sous-sol ne produisant guère que quelques diamants, l'agriculture tanzanienne intervient à

elle seule pour plus de la moitié du produit intérieur brut et alimente les trois quarts des exportations, et le grand dilemme qui se pose au pays se situe à l'intérieur même de ce secteur primaire : priorité aux cultures d'exportation, ou bien aux cultures vivrières ? Aussi la principale critique que nous formulerons ici est-elle plutôt d'ordre formel. Il est certain que René Dumont et M.-F. Mottin ont enquêté sur place longuement, obstinément et avec minutie ; les constatations que nous livre le premier sont diverses, multiples et cohérentes, et tout en le lisant, nous ne pouvions nous empêcher de nous dire : savent-ils leur chance, ces gouvernants ou dirigeants d'Afrique tropicale, d'avoir à leur service un expert si compétent, si totalement dévoué et d'une telle indépendance d'esprit ? ! Car l'impression ressentie est que nos enquêteurs ont tout vu, et qu'ils ont vu clair sur tout, à l'aise comme ils sont lorsqu'ils ont les pieds sur la glèbe. Mais s'adressant dans son livre à un public surtout européen, René Dumont n'en dit-il pas trop, n'accumule-t-il pas trop de constatations au ras de cette glèbe, et, ce qui n'est certes pas excessif pour les destinataires de leurs rapports, ne submerge-t-il pas le lecteur étranger à ces pays sous un flot trop nourri et tumultueux ? Bref, on se prend à regretter que pour ces lecteurs, l'auteur n'ait pas ramassé ses analyses et ses conclusions dans une synthèse, ne faisant appel aux observations sur le terrain qu'à titre de point de départ ou d'illustration, car le concret est quand même irremplaçable.

Mais revenons aux chapitres I et VII, où René Dumont prend un peu d'altitude pour jeter sur l'Afrique et ses difficultés un regard embrassant les diverses parties de l'horizon. Le chapitre I, au début duquel on trouve une franche et méritoire autocritique de *L'Afrique noire est mal partie*, se présente comme un rappel de données de base sur l'exploitation et le pillage de l'Afrique et le développement exocentré qui en résulte, sur les responsabilités du néocolonialisme français et européen, sur les erreurs d'optique des organismes internationaux obnubilés par l'idée d'intégrer le tiers monde dans le marché mondial, etc. Ce qui est dit est excellent ; il est seulement dommage que René Dumont soit allergique aux problèmes financiers, l'analyse conjointe des apports de capitaux privés, des ponctions qu'ils opèrent par les rapatriements de profits, ainsi que de l'aide financière publique apportant des vues irremplaçables sur la stratégie de l'impérialisme.

Le chapitre VII se veut synthèse et conclusion, comme il se doit. Il est même un peu plus que cela, car il va plus loin que là où conduisaient les chapitres relatant des enquêtes sur le terrain. C'est un chapitre tourné vers l'avenir, comme l'indique son titre : « Pillée, exploitée, désertifiée, l'Afrique "étranglée" sera-t-elle affamée pour l'an 2000 ? ». René Dumont n'hésite pas à élever le débat — il a raison — en mettant en cause le type de développement et le modèle de civilisation qui sont encore les nôtres et que nos impérialismes voudraient imposer au tiers monde ; il va jusqu'à démythifier nos revendications de privilégiés sur les Droits de l'homme (ou ceux des femmes), qu'il relativise en rappelant le sort infra-humain des hommes et des femmes d'Afrique. Tout cela est excellent, et si souvent l'homme René Dumont prend le pas sur le savant expert, ce n'est pas nous qui nous en plaignons.

En résumé, le livre de René Dumont (et M.-F. Mottin) est un plaidoyer en faveur du secteur primaire et du monde rural africains. Ce plaidoyer nous touche parce qu'il parle en faveur des plus déshérités, des laissés-pour-compte d'un pseudo-développement, et il nous convainc parce qu'il est construit à partir de faits enregistrés en quelque sorte « à nu » sur le terrain. S'il oppose un peu trop systématiquement la ville à la campagne, la croissance industrielle au développement agricole (car dans une perspective à long terme, et dans une optique de développement intégré, cette opposition fait place à une complémentarité), on le lui pardonne dans l'immédiat, en fonction de l'urgence qui crie aujourd'hui et qui appelle sans délai des actions contre la faim.

*L'Afrique étranglée ?...* Livre qui certes appelle des critiques ou des réserves, nous aurions pu en émettre nous-même davantage. Mais livre qui, contradictoirement avec celles-ci, appelle aussi une irrésistible adhésion de fond quant à l'essentiel. Livre riche donc, qui nous interroge et même nous provoque. Et vivent les provocateurs de cette sorte !

Pierre Jalée

« Cuba in Africa » — Cuban Studies. Estudios Cubanos — Special volume, I, janvier 1980, p. 1-89 et II, juillet 1980, p. 1-90.

L'irruption de Cuba sur la scène africaine, en 1975, avait stupéfait les diplomates et les militaires occidentaux. Les journalistes avaient suivi les événements, tranché dans le vif des questions complexes et engagé des polémiques à propos de ce nouveau venu de la scène africaine, polémiques qui, à dire vrai, reflétaient surtout les préoccupations de politique intérieure de chaque pays. Voici venu le temps de la réflexion, celui des analystes qui essayent de comprendre comment, dans les mutations des relations internationales contemporaines, cette politique cubaine en Afrique a pu s'affirmer, la place réelle qu'elle occupe dans la stratégie d'ensemble de la « politique mondiale » d'un « petit pays » de moins de dix millions d'habitants, son impact, ses réussites, mais aussi ses échecs et ses limites. Pour ce faire, un nouveau dialogue entre spécialistes d'études stratégiques Est-Ouest, « africanistes » et « latino-américanistes » a été rendu nécessaire ; il s'est établi récemment, et des études approfondies commencent à paraître.

Il ne faut pas s'étonner de voir, parmi les premiers travaux d'intérêt réel sur la question, deux importantes livraisons d'une des meilleures revues publiées aux États-Unis sur Cuba, entièrement consacrées à l'analyse de l'intervention cubaine en Afrique. Près de 180 pages de texte très dense, articulées en quatre articles de fond dont chacun est commenté par deux intervenants, permettent de dresser un premier bilan d'ensemble. Les auteurs expriment évidemment des opinions diverses, mais ils évitent de sombrer dans le travers de la très fastidieuse polémi-

que qui s'est greffée sur ce sujet depuis quelques années, et ils réussissent à placer les débats sur un terrain scientifique. Il est vrai que cet objectif avait toutes les chances d'être atteint, dans la mesure où la revue, dirigée par le professeur Carmelo Mesa-Lago, directeur du Center for Latin American Studies de l'Université de Pittsburgh, nous avait déjà habitué à de belles réalisations, saluées comme telles à Miami comme à La Havane. C. Mesa-Lago, actuellement président en exercice de la *Latin American Studies Association* qui regroupe l'ensemble des chercheurs travaillant sur l'Amérique latine aux États-Unis, vient notamment de publier, en collaboration avec Cole Blasier, un gros volume sur la place réelle occupée par Cuba dans le monde (1).

Les quatre articles de fond publiés dans *Cuban Studies* sur Cuba et l'Afrique abordent des problèmes très différents : deux d'entre eux traitent plutôt des aspects stratégiques de la politique africaine de Cuba, en relation avec la politique soviéto-cubaine et la politique tiers-mondiste de La Havane ; un troisième analyse le cas de la Corne de l'Afrique, montrant les difficultés auxquelles la diplomatie et l'armée cubaines ont dû faire face dans la guerre entre l'Éthiopie et la Somalie en Ogaden d'une part, et sur le front des guérillas érythréennes de l'autre ; un quatrième (et passionnant) article cherche à évaluer le rapport économique coût-profit de la politique africaine de Cuba dans les années soixante-dix et, constituant à ma connaissance la première étude chiffrée sur ce point, il mérite une attention particulière.

Le premier article, intitulé « Cuban-Soviet relations and Cuban policy in Africa », est signé par un professeur de science politique de la School of Government and Public Administration de l'American University, William M. Leo Grande. L'auteur constate tout d'abord la conjonction actuelle de la coopération politique et militaire entre Cuba et l'Union soviétique. Mais l'étroitesse de cette coopération ne doit pas dissimuler, à ses yeux, le fait que la politique cubaine et la politique de l'URSS sont loin d'être aussi identiques qu'on pourrait le croire à première vue. En Angola comme en Éthiopie, leurs actions, coordonnées, laissent apparaître bien des différences de perspectives, touchant en particulier à l'évaluation du rôle joué par les pays du tiers monde dans la situation mondiale. D'ailleurs, pour William M. Leo Grande, la dimension « internationaliste » de Cuba en Afrique n'a atteint un niveau d'intervention aussi élevé que parce que des liens traditionnels entre révolutionnaires cubains et révolutionnaires africains avaient été tissés au préalable, dès les années soixante. L'habitude prise par les Cubains d'accorder une aide substantielle aux mouvements de libération nationale et aux régimes progressistes au pouvoir, a trouvé sa consécration dans les opportunités de la crise angolaise, puis de la crise éthiopienne. L'intensité d'une telle action s'est révélée décisive mais, pour l'auteur, les risques de rejet, en Afrique même, paraissent importants. Dans leurs commentaires, Cole Blasier essaye de déterminer si Cuba est apparue dans cette affaire comme le « valet » ou « l'associé » de l'URSS, et Edward

(1) Cole Blasier et Carmelo Mesa-Lago, ed., *Cuba in the World*, Pittsburgh, Univ. of Pittsburgh Press, 1979, 343 p. (Pitt Latin American Series, 142).

Gonzalez tend à montrer comment les classes dirigeantes utilisent le rôle joué par les militaires cubains sur le terrain africain pour peser sur la politique soviétique et renforcer la place que Cuba occupe sur la scène internationale. De toute manière, conclut Blasler, la percée cubaine en Afrique est, dans une large mesure, la conséquence des erreurs de la politique nord-américaine, soutenant des régimes corrompus ou racistes comme celui d'Afrique du Sud.

Dans un article intitulé « Political and military limitations and consequences of Cuban policies in Africa », Jorge I. Domínguez (Harvard) tient pour sa part à montrer que les succès apparents des dirigeants de La Havane ne doivent pas dissimuler leurs échecs. Ces échecs peuvent être situés sur le terrain africain lui-même : l'intervention cubaine n'a pas provoqué l'unanimité, même auprès des pays et des gouvernements qui accueillaient avec une certaine sympathie les thèses cubaines « révolutionnaires » (la Somalie par exemple) ; pour les autres pays africains, la suspicion est désormais de règle, et leur attitude méfiante, voire hostile, n'est pas sans conséquences au niveau des votes dans les instances de l'ONU ou dans le mouvement des non-alignés. De plus, ces échecs peuvent contribuer à accentuer la crise politique interne à Cuba même, où « l'érosion du pouvoir » de l'équipe dirigeante ne parvient que difficilement à contrôler l'évolution du pays. En ce sens, « l'émergence de Lilliput » pourrait provoquer bien des déboires, que Jiri Valenta, en bon soviétologue, mesure dans l'échec de Cuba à l'élection du Conseil de sécurité de l'ONU et dans l'isolement international que l'URSS et ses alliés ont subi après l'invasion de l'Afghanistan. En fait, selon Jiri Valenta, la politique cubaine de l'Afrique dans les années soixante-dix se jouera surtout, dans les années quatre-vingt, dans l'aire des Caraïbes et de l'Amérique centrale : c'est là que la tension entre Cuba et les États-Unis connaîtra son maximum d'intensité.

Mais l'épisode africain de la politique cubaine a surtout permis à La Havane d'obtenir plusieurs avantages, au nombre desquels on distingue, selon Sergio Roca (Université d'Adelphi), le renforcement de sa position dans le camp socialiste : la politique de l'Union soviétique en Afrique doit désormais tenir compte du point de vue cubain ; de plus, Cuba a obtenu, grâce à sa politique angolaise, une éventuelle source d'approvisionnement en pétrole. D'une façon générale, Cuba bénéficie d'une diversification de ses marchés extérieurs, et a réussi à exporter une partie de sa force de travail inemployée, qui lui procure des dividendes non négligeables en raison de la rétribution de ses techniciens civils et militaires. En revanche, une nouvelle tension aiguë en est résultée avec les États-Unis et la possibilité d'une amélioration des relations entre les deux pays semble s'estomper ; de même plusieurs États occidentaux ont diminué leur aide financière au moment où l'économie cubaine cherchait à s'ouvrir vers les pays à économie de marché. D'une certaine manière, l'effort entrepris pour réaliser des ambitions africaines a freiné les tentatives de modernisation de l'économie cubaine, qui ne peut supporter cette nouvelle charge qu'avec une aide supplémentaire de l'Union soviétique, renforçant une dépendance croissante depuis 1968-1970.

Bien évidemment, un tel résumé ne traduit qu'imparfaitement la somme d'analyses et de commentaires réunis dans ces deux numéros de



*Cuban Studies*. De plus, il va de soi que, sur un tel sujet, de très nombreuses démonstrations mériteraient d'être nuancées ou discutées et n'emportent pas toute l'adhésion. On aurait aussi apprécié de mieux connaître les points de vue des spécialistes de l'Afrique. Mais peu importe, au demeurant. Il convenait surtout de saluer une entreprise qui place le débat concernant la politique africaine de Cuba sur un terrain scientifique. Aussi nul ne pourra-t-il écrire, désormais, sur cette question sans avoir au préalable pris connaissance de ces articles en provenance des États-Unis.

*Guy Martinière*

**BAULIN (Jacques) — La politique africaine de Houphouët-Boigny** — Paris, Éditions Eurafor-Press, 1980, 215 p., index.

L'ouvrage de Jacques Baulin apporte un témoignage irremplaçable sur la politique ivoirienne à son plus haut niveau, autant que sur la diplomatie africaine d'Houphouët-Boigny ou les rapports de ce dernier avec les milieux élyséens chargés de l'élaboration de la politique africaine de la France. Jacques Baulin a été pendant six années l'un des conseillers du Président ivoirien. Jusqu'à sa décision de démissionner, en avril 1969, pour exprimer son désaccord avec la politique de soutien au Biafra du président Houphouët-Boigny, l'auteur a donc appartenu à ce cercle restreint d'expatriés dont on a tant supputé le rôle et l'influence dans la conduite des affaires des États africains indépendants. N'appartenant visiblement ni au monde des services secrets français ni à celui des représentants personnels du secrétaire général à la présidence pour les affaires africaines et malgache, Jacques Baulin dresse un bilan critique sans complaisance, parfois impitoyable, de la politique africaine de Houphouët-Boigny, qu'il éclaire de son expérience personnelle.

Après un premier chapitre consacré aux relations avec le Ghana, l'auteur présente les rapports ivoiro-guinéens sous un jour nouveau lorsqu'il relate en détail la décision de Houphouët-Boigny de lancer, en mars 1966, une offensive visant à isoler diplomatiquement le régime de Ahmed Sékou Touré et à l'affaiblir en entreprenant « diverses actions en Guinée même ». En tant que directeur du Centre d'information et de documentation ivoirien à Paris, Jacques Baulin est alors chargé de coordonner et de financer les actions entreprises. Il se rendra ainsi aux États-Unis afin d'y rencontrer des responsables des media américains et il décrit avec une égale minutie le soutien et le financement décisifs qui seront apportés à la constitution d'un Front de libération nationale de la Guinée (FLNG) à Paris, à Dakar et à Abidjan. Associé de manière ponctuelle à la politique de Félix Houphouët-Boigny dans la guerre civile du Nigeria, Jacques Baulin en présente une analyse parcellaire mais néanmoins d'un grand intérêt, car elle souligne le rôle premier de

Houphouët-Boigny et de Jacques Foccart dans le conflit et montre d'une manière convaincante le caractère autonome du soutien ivoirien au Biafra par rapport à celui de la France. Traitant des États francophones dans un chapitre suivant, Jacques Baulin éclaire sous un jour également original les conditions dans lesquelles est effectué le rejet de la « double nationalité » en janvier 1966, ainsi que la finalité économique du projet avorté. Tout aussi intéressants sont les longs développements consacrés à la mise sur pied du Mouvement des étudiants de l'OCAM (MELOCAM), destiné à briser le monopole syndical de la Fédération des étudiants d'Afrique noire (FEANF). De manière plus générale, la saveur du livre de Jacques Baulin tient à mille touches de couleur qui animent des personnages ou des situations souvent présentées de manière stéréotypée, et qui permettent de les mieux percevoir. Ainsi, ce commentaire de Houphouët-Boigny sur Senghor, qu'il attend au pied de l'Hôtel Ivoire : « J'attends Senghor. Il est en train de regarder des tableaux ! Et dire que ce matin, sur la route de Dabou, il n'a même pas eu un regard pour les magnifiques plantations d'hévéas, de palmiers à huile... ».

Témoignage passionnant et passionné, l'ouvrage de Jacques Baulin a les défauts de ses qualités. Lorsque l'auteur en vient à analyser des situations politiques auxquelles il n'a pas eu accès de l'intérieur, son approche des faits acquiert parfois un caractère imprécis, voire inexact. Ainsi le chapitre consacré aux rapports avec le Nigeria contient-il de sérieuses lacunes, qu'aurait pu aisément corriger un appel à l'importante littérature consacrée à l'étude de la guerre civile nigériane, parue depuis 1970. Quiconque a pu lire le travail universitaire de 1600 pages dont est issu cet ouvrage regrettera que la moisson de faits significatifs que l'on retire de sa lecture ait été substantiellement limitée par sa réduction en un ouvrage de 215 pages.

Peut-on vraiment considérer, comme le fait l'auteur, que la politique africaine de Houphouët-Boigny a été un échec total ? « A partir de 1970, écrit-il, son isolement, l'absence de tout impact sur le devenir du continent, ira en se précisant au fil des années » (p. 205). Doit-on en 1981 parler d'un échec radical de la diplomatie ivoirienne ? Peut-être, si l'on considère, avec l'auteur, que la recherche d'un rôle dirigeant sur le continent africain a fondé toute la politique régionale de Houphouët-Boigny. Mais certainement pas si l'on analyse cette politique comme n'étant pas le reflet d'une stratégie de puissance personnelle du Président ivoirien, mais plutôt celui d'une tentative plus globale visant à promouvoir un environnement régional et continental propice à la « voie ivoirienne de développement ». Il s'agit là d'assurer un accès continu de la Côte-d'Ivoire au marché voltaïque de la main-d'œuvre et d'éviter toute évolution régionale susceptible de remettre en cause les flux d'investissements occidentaux sur lesquels repose la croissance économique du pays... Dans cette perspective, le déclin de l'OCAM ou la chute de l'autorité de Houphouët-Boigny au sein du Conseil de l'Entente, au début des années 1970, s'avèrent moins importants que le renversement de Kwame Nkrumah, la création de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) ou la réconciliation politique avec Sékou Touré, en 1978. Le bilan de la politique africaine de Houphouët-Boigny, intime-

ment liée à sa stratégie du développement, doit être établi par rapport à elle. Le « vieux » lui-même en est conscient, qui se déclare « plus inquiet de la détérioration des prix de nos matières premières que des Cubains en Afrique » (Entretien dans *Paris-Match*, 15 août 1980, p. 10).

*Daniel Bach*

BERG (Eugène) — **Non-alignement et nouvel ordre mondial.** — Paris, Presses Universitaires de France, 1980, 182 p.

A un moment où le conflit Nord-Sud s'exaspère sans qu'apparaisse un espoir de progrès dans les négociations sur l'établissement d'un nouvel ordre mondial, l'ouvrage d'Eugène Berg vient combler une lacune. Aucun ouvrage synthétique n'avait été publié en France sur le non-alignement, mouvement qui a bouleversé les données du jeu international mais dont il est difficile d'évaluer la nature et l'influence exactes dans l'évolution du monde. L'histoire de ce mouvement, retracée par l'auteur en deux chapitres particulièrement réussis, montre la transformation progressive du non-alignement, le passage d'une ère de « diplomatie des sommets » inaugurée par les pères fondateurs (Nehru, Tito, Nasser) à celle d'un « mouvement de masse » réuni autour de revendications communes, doté d'un programme et d'un appareil de concertation de plus en plus élaboré. Une solide étude des textes et le soin de replacer chaque conférence dans le contexte international et le rapport des forces en présence rappellent la persistance d'un débat fondamental sur la définition même du non-alignement : depuis les ambiguïtés de l'afro-asiatisme et les oppositions entre ceux qui défendaient les principes de la coexistence pacifique et ceux qui définissaient le non-alignement comme « une révolte contre l'injustice, l'impérialisme et le néo-colonialisme », jusqu'à la conférence de La Havane où les pays non alignés portaient Fidel Castro à la présidence de leur mouvement (ce qui ne les empêcha pas de condamner dans leur majorité l'intervention soviétique en Afghanistan) le vieux débat sur le neutralisme n'a jamais été tranché et le mouvement des non-alignés a toujours été affecté par les conflits des grands. Alors que la plupart des commentateurs étudient le non-alignement par rapport à l'axe Est-Ouest ou dans la dimension Nord-Sud, l'auteur dépasse cette problématique pour dégager la spécificité d'un vaste rassemblement hétérogène « dont le but essentiel est d'effectuer la synthèse des aspirations multiples de ses membres ». Certes, les paradoxes sont nombreux et le non-alignement « ne constitue pas toujours l'objectif exclusif en matière de politique extérieure de la plupart de ses membres » ; certes, chacun des membres reste attaché à d'autres solidarités régionales (OUA) ou religieuses (Conférence islamique). Pourtant le non-alignement exerce une fonction de rassemblement, de tribune et de protection. Il est pour les « petits » et les « faibles » un élément de socialisation au plan international : « tant que subsisteront inégalités et facteurs de domination, tant que les rapports internationaux resteront déterminés par rapport aux centres de puissance traditionnels,

le mouvement du non-alignement fournira à ses membres l'occasion d'éprouver et de mettre en œuvre une solidarité existentielle, d'exprimer une aspiration légitime à un profond changement et de représenter le lieu privilégié, mais non exclusif, d'expression de leur identité propre ». La force du non-alignement réside dans le caractère universaliste de son idéologie fondée sur des exigences qui transcendent les particularismes : sauvegarde de l'indépendance politique de ses adeptes et, depuis la décennie 1970, revendications économiques concrètes autour desquelles s'est forgée une solidarité nouvelle.

Si l'analyse très fine — et très bienveillante — de l'auteur nous convainc de considérer avec lui le mouvement des pays non alignés comme un sous-système international, encore que « fort lâche, peu structuré et assez fortement hétérogène », on hésite à le suivre lorsqu'il crédite le non-alignement d'avoir engendré de nombreux contre-pouvoirs, politiques, économiques, financiers, culturels (p.142) et permis aux États faibles de devenir « sujets de leur propre destin ». Peut-être, mais l'ouvrage ne le démontre pas. L'histoire, les structures, les thèmes, les facteurs d'intégration du mouvement sont bien étudiés ; en revanche, la brièveté des pages consacrées à l'influence du non-alignement dans la vie internationale déçoit un peu.

En quoi la dynamique de ce sous-système a-t-elle affecté la distribution du pouvoir sur la scène internationale ? Les données sont réunies, le cadre théorique est esquissé (p.138-143). Il est dommage que l'auteur n'ait pas apporté plus de réponses sur ce point.

Marie-Claude Smouts

## INADES

### Institut Africain pour le Développement Économique et Social

*met à votre disposition, par correspondance,  
sa bibliothèque, fondée en 1962, à Abidjan*

le  
SPQR

Service Permanent Question Réponse

*répond gratuitement à vos besoins d'information sur les problèmes  
africains : développement économique, social, agricole... technologies  
appropriées, formation des adultes, situation religieuse...*

SPQR

INADES-Documentation O8 B.P. 8  
ABIDJAN 08 - Côte-d'Ivoire